

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22087 - 82ÈME ANNÉE

**IEDOM : « Un premier trimestre favorable avant l'impact de la crise au Moyen-Orient »**

## Économie réunionnaise : le calme avant la tempête



Dans sa dernière note de conjoncture, l'IEDOM constate une poursuite de la reprise économique à La Réunion au premier trimestre 2026. L'activité, l'emploi et l'investissement progressent, tandis que le chômage recule. Mais cette amélioration reste fragile. La flambée des prix de l'énergie liée à la crise au Moyen-Orient menace le pouvoir d'achat et les coûts des entreprises. La consommation demeure faible et le surendettement augmente. Les alertes s'accumulent. Cette situation souligne la vulnérabilité de l'économie réunionnaise face aux chocs extérieurs.

L'économie réunionnaise a poursuivi son redressement au premier trimestre 2026. C'est le principal enseignement de la dernière note de conjoncture publiée par l'IEDOM. L'indicateur du climat des affaires atteint 103,8 points, au-dessus de sa moyenne de longue période pour le deuxième trimestre consécutif. Activité, emploi et investissement affichent des signes positifs. Mais derrière cette fragile amélioration se dessinent déjà les limites d'une reprise exposée aux chocs extérieurs et aux fragilités structurelles de notre pays.

Les chefs d'entreprise interrogés constatent une progression de leur activité et une hausse des effectifs dans la plupart des secteurs. Le bâtiment, les travaux publics, l'industrie et l'agriculture apparaissent comme les principaux moteurs de cette dynamique.

## Inflation quasi-nulle avant le début de la guerre

Ce répit intervient toutefois avant les conséquences directes de la crise au Moyen-Orient. Jusqu'à fin mars, l'inflation restait quasi nulle à La Réunion, notamment grâce à des prix de l'énergie encore orientés à la baisse. Mais dès avril, le choc pétrolier provoqué par la spéculation sur les tensions dans le détroit d'Ormuz a entraîné une flambée des prix des carburants. Le litre de sans-plomb est ainsi passé de 1,54 euro à 1,96 euro en un mois.

Pour une économie insulaire fortement dépendante des importations et du transport maritime, cette hausse représente un risque majeur. Les entreprises anticipent déjà des augmentations importantes de leurs prix de vente afin de compenser l'alourdissement de leurs coûts de production. Commerce, tourisme et industrie manufacturière figurent parmi les secteurs les plus exposés.

## Vulnérabilité de La Réunion face aux crises internationales

Cette situation révèle une nouvelle fois la vulnérabilité de La Réunion face aux crises internationales. Dépendance énergétique, dépendance alimentaire et dépendance aux importations continuent de peser sur les perspectives de développement. Chaque tension géopolitique mondiale se traduit rapidement par une hausse du coût de la vie pour les Réunionnais.

Les ménages restent d'ailleurs prudents. La consommation demeure peu dynamique. Les ventes de véhicules neufs reculent fortement et les versements de billets enregistrés par l'IEDOM ralentissent. Plus préoccupant encore, les dossiers déposés auprès de la commission de surendettement augmentent de près de 29 % sur un an. Ce chiffre rappelle qu'une partie

importante de la population reste confrontée à des difficultés persistantes.

### Alertes

L'investissement résiste pour l'instant, mais les signaux d'alerte se multiplient. Les défaillances d'entreprises repartent à la hausse et plusieurs groupes importants connaissent des restructurations ou des opérations de rapprochement. Dans les services, secteur qui représente près de 40 % de la richesse produite à La Réunion, les faillites progressent sensiblement.

L'IEDOM souligne ainsi le contraste entre un premier trimestre favorable et des perspectives beaucoup plus incertaines. La reprise engagée en 2025 se poursuit, mais elle demeure fragile. Dans un contexte mondial marqué par les tensions géopolitiques, la hausse des prix de l'énergie et le ralentissement économique international, la question de la dépendance économique de La Réunion se pose plus que jamais. Renforcer la production locale, sécuriser les approvisionnements essentiels et développer l'autonomie énergétique constituent des enjeux majeurs pour réduire l'exposition de notre île aux crises venues de l'extérieur.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81<sup>e</sup> année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail  
:journal.temoignages@gmail.com  
SITE web : www.temoignages.re  
Publicité :journal.temoignages@gmail.com  
CPPAP : 0916Y92433

## Plusieurs millions de personnes supplémentaires en insécurité alimentaire

# La crise au Moyen-Orient aggrave la faim dans les pays les plus vulnérables

La crise au Moyen-Orient entraîne une hausse des prix du pétrole, des engrais et des denrées alimentaires, aggravant la faim dans les pays les plus vulnérables. Selon le Programme alimentaire mondial, 2,5 millions de personnes supplémentaires sont touchées en Somalie, 2,3 millions en Afghanistan et 1,3 million au Sri Lanka. Les populations les plus vulnérables paient le prix d'un conflit lointain. L'ONU appelle à renforcer d'urgence l'aide humanitaire pour éviter une catastrophe alimentaire.

Trois mois après avoir lancé l'alerte, le Programme alimentaire mondial (PAM) constate que ses prévisions les plus inquiétantes sont en train de se réaliser. L'aggravation de la crise au Moyen-Orient provoque une hausse durable des prix du pétrole, des engrais et des denrées alimentaires, avec des conséquences dramatiques pour des millions de personnes vivant déjà dans la précarité.

Selon une nouvelle analyse des Nations unies, des millions d'habitants de pays particulièrement vulnérables basculent dans l'insécurité alimentaire. En Somalie, 2,5 millions de personnes supplémentaires peinent désormais à se nourrir correctement. En Afghanistan, ce sont 2,3 millions de personnes qui voient leurs conditions de vie se dégrader, tandis qu'au Sri Lanka, 1,3 million d'habitants supplémentaires ont des difficultés à satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels.

### Les plus vulnérables subissent les conséquences les plus lourdes

Cette situation illustre une fois de plus les profondes inégalités qui caractérisent l'économie mondiale. Alors que les conflits se déroulent parfois à des milliers de kilomètres, ce sont souvent les populations les plus vulnérables qui en subissent les conséquences les plus lourdes. Les pays dépendants des importations alimentaires et énergétiques sont particulièrement exposés à la flambée des prix. Dans de nombreux marchés, les produits restent disponibles, mais deviennent inaccessibles pour une part plus grande de la population.

Le PAM souligne également l'apparition de nouveaux groupes touchés par la faim. Les habitants des

quartiers urbains les plus pauvres et les communautés rurales marginalisées figurent parmi les premières victimes de cette dégradation. Les éleveurs somaliens, déjà fragilisés par les sécheresses répétées, sont confrontés à une situation de plus en plus critique.

### Menace pour les futures récoltes

Les mois à venir suscitent de vives inquiétudes. La hausse du coût des engrais et du carburant menace les récoltes futures dans de nombreuses régions du monde. Même en cas d'apaisement rapide du conflit, les effets sur les prix agricoles et sur les moyens de subsistance devraient se prolonger pendant plusieurs années.

Cette crise met également sous tension l'ensemble du système humanitaire international. Le Programme alimentaire mondial doit faire face simultanément à l'augmentation des besoins, à la hausse des coûts de distribution et à la diminution des financements. Faute de ressources suffisantes, l'organisation prévoit de venir en aide à 1,5 million de personnes de moins que prévu en 2026.

Face à cette situation, les Nations unies appellent la communauté internationale à renforcer d'urgence son soutien aux programmes humanitaires. Sans mobilisation rapide, des millions de familles risquent de sombrer dans une crise alimentaire aux conséquences catastrophiques. Plus que jamais, la solidarité entre les peuples apparaît comme une nécessité pour répondre à une crise qui dépasse largement les frontières du Moyen-Orient.

**M.M.**

# Oté

## Kansa la fain sar aboli La Rényon ?

Mézami pou sak la viv lontan dann nout péi La Rényon-dizon pou sak la konète la loi disnèf mars 1946 kan l'arivé, zot téi panss sirman la fain avèk la mizèr téi sava disparète par lo mazigador la loi d'départmantalizassion. Antouléka pou mwin k'la vi bann pti kamarad lékol sansa katéshis soufèr la fain dsi lo ban koté mwin, mwin téi panss, avèk la loi d'départman franssé, lété in n'afèr téi sar fini vitman.

Mi rapèl lékol boi d'nèf-Sin-dni té pa rar déssèrtin marmaye — pliss bann fiye ké bann garsson — momandoné dan la matiné téi sava oir la mètrèss épi téi domann pou sortir. L'ariv amwin pli d'in foi d'akonpagn in pti kamarad ziska la kuizine. La l'avé Madame Baba la kantinyèz, bondyé marmaye, é èl téi done in pé lo d'sèl épi in boushé manzé pars mon momon la diréktriss l'avé di i fo fèr konmsa.

Dsi lo ban katéshiss té pa rar zédi sansa dimansh matin oir in marmaye tonb an féblès pars dopi la vèye osoir l'avé pa gingn in ropa pou soutien lo kor. Bann dam katéshiss téi pass in sèrvyète mouyé dsi la figuir épi téi fé boir in pé d'lo. Lo prète lété pa ékipé pou vanj kont la fain.

Biensir mi parl azot sa néna lontan lontan mèm é konm mi di mwin téi kroi bann sène konmsa mwin nora pi vi kan lo départman nora té fine dékolé... Mé wala, mèm zordi, mèm katrovin z'an apré la fain i fé ankòr déga issi dann nout péi. Déga shé bann zanfan, déga shé bann jenn, déga shé bann sdf, déga shé d'moune maladé. Donk ni pé dir wala in problèm — problèm la fain — la pankor disparète.

A ! biensir done in boushé manjé demoune la fain lé pa kékshoz i parl la télé sof pou anonss bann ropa la sharité, mé konm pou dir, sa sé in problèm a la marj pars dann la réalité na pi la fain konm dann tan lontan. Mé kansa nou va rann anou kont sa sé in problèm vréman, i mérite i pran ali o séryé épi i konbate ali vréman... Mwin la pa antann in nouvo mèr mèm in l'ansien apré dir wala in problèm i fo rézoude. Wala inmal i fo traké épi fèr an sort so problèm de fain i disparé par rapor nout péizaz imin.

La pa domin la vèye ? aou départman wi gingn ar pa zamé dévlope anou mé in problèm konmsa, wi gingn pa fé in zèss ? Wi gingn pa aboli sa ?

A bon antandèr salu !.

*Justin*